66e Année. — N° 153
Le Numéro
15 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33
Abonnem. 3m. 6mois 1an
Nord & Emit. 19.00 38.00 46.00
France,Belg. 19.00 34.00 68.00
Union post. 16.80 31.20 62.40

DUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1100 ; Inter. 34. DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX TOURCOING : Téléph. 27

66e Année. — N°
MARDI
7
JUIN 1921
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

LA LIBERATION DE LA CLASSE 19

Dans les déclarations qu'il a faites au retour de son voyage à l'armée du Rhin, le ministre de la guerre a déclaré que l'état d'avancement de l'instruction de la classe 1921, appelée sous les drapeaux au mois d'avril dernier permettait d'envisager la prochaine libération de la classe 1919.

Les deux questions sont en effet étroitement liées. Dans l'état actuel d'aménagement et d'utilisation des effectifs présents sous les drapeaux, les effectifs d'une classe d'appelés renforcés par les militaires servant au delà de la durée légale ne permettaient pas d'envisager la possibilité d'une opération de contrainte destinée à obliger l'Allemagne à tenir les engagements résultant du traité de Versailles.

Comme la classe 21, appelée au milieu d'avril, n'était pas suffisamment instruite, on dut bien se résoudre à rappeler sous les drapeaux la classe 19, récemment libérée; les restrictions apportées à cette convocation firent qu'il n'y eut guère plus de la moitié des hommes de cette classe qui furent rappelés.

En tout cas il était hors de doute que, le jour où l'on disposerait des effectifs nécessaires, la classe 1919 serait à nouveau libérée.

Pour hâter ce moment on poussa très activement l'instruction de la classe 21. A la fin de ce mois, cette classe, comptant plus de dix semaines d'instruction, sera mobilisable, à condition qu'on fasse à temps parmi les hommes de la classe 20 les nominations de sous-officiers, caporaux et brigadiers nécessaires.

C'est donc à la nature même du problème tel qu'il était posé, et non à la propagande d'un parti de désordre, que la classe 19 devra sa libération : il faut tout l'aveuglement de l'esprit de parti pour tirer vanité de cette allure d'enfonceurs de portes ouvertes.

Pour nous, nous voyons qu'il y a une utile leçon à tirer pour l'avenir de cette aventure. Le projet de loi sur le recrutement déposé par le gouvernement prévoit temporairement le service de deux ans avec appel de la classe en une seule fois.

On voit que, avec l'appel de la classe en deux fois, on n'aurait pas eu besoin de rappeler la classe 1919; on n'a rappelé pratiquement que la moitié de cette classe : on n'a donc eu sous les drapeaux qu'une classe et demie d'hommes mobilisables; c'est exactement ce qu'aurait donné l'appel en deux fois.

Par conséquent, l'appel du contingent en deux portions, nécessaire si l'on veut établir le service d'un an ou de dix-huit mois, l'est encore si l'on accepte la proposition gouvernementale du service de deux ans : sur ce point, une modification paraît nécessaire.

M. Briand ne prononcera pas de discours

Nous avons dit que M. Briand assisterait demain à un déjeuner du groupe républicain-socialiste de la Chambre auquel il appartient, mais il n'y prendra pas la parole, comme on l'a annoncé, le déjeuner ayant un caractère tout à fait intime.

Les funérailles de Mgr Marbeau à Meaux

Meaux, 6 juin. — Les obsèques de Mgr Marbeau ont eu lieu en la cathédrale de Meaux, ce matin, à 11 heures. Un très nombreux cortège suivait le corbillard.

L'archevêque de Sens a célébré la messe. L'absoute a été donnée par le cardinal Dubois. La mise au tombeau en la cathédrale de Meaux a eu lieu cet après-midi, en présence du chapitre et des prélats.

MORT DE M. GEORGES FEYDEAU

Paris, 6 juin. — Georges Feydeau est mort, dans une maison de santé de la banlieue, où il avait dû se retirer depuis de longs mois.

Fils du célèbre écrivain Ernest Feydeau, il était né à Paris en 1862. A 26 ans, il obtenait son premier grand succès avec le *Tailleur pour dames*. Il fit successivement ensuite représenter nombre de vaudevilles de la plus bouffonne fantaisie, telles que *Monsieur chasse*, *Champignol malgré lui*, le *Système Ribadier*, *Un fil à la patte*, l'*Hôtel du Libre-Echange*, la *Dame de chez Maxim's*, etc.

Ses dernières pièces, la *Main passe*, le *Bourgeon*, qui marquèrent une évolution vers la comédie, furent également très applaudies.

L'AFFAIRE DES BLÉS

Nouvelles perquisitions chez M. Vilgrain

Nancy, 6 juin. — Sur commissions rogatoires de M. Bonin, juge d'instruction, des perquisitions ont été opérées par MM. Fresnard et Robert, commissaires aux brigades mobiles, au domicile de M. Vilgrain, 39, rue Ravinelle, ainsi que dans les bureaux des grands moulins. On annonce que d'autres opérations seront effectuées sur la réception de nouvelles commissions rogatoires du Parquet de Paris.

M. Doumer invité à faire connaître son plan financier

Une lettre de M. Dariac, vice-président de la Commission des Finances

Paris, 6 juin. — M. Dariac, vice-président de la Commission des finances, adresse, au nom de la Commission, une lettre à M. Doumer, où il est dit notamment :

A la suite de votre audition sur le projet de loi relatif au régime fiscal des boissons hygiéniques, la Commission des Finances, sans donner sa complète adhésion au projet du gouvernement, a estimé qu'il y avait lieu d'envisager certains dégrèvements des droits de circulation. Au cours de votre exposé, vous nous avez indiqué que, pour combler le déficit qui résulterait de cette diminution de ressources, le Gouvernement avait l'intention de majorer certains droits de douanes, notamment sur les blés, les sucres, et les viandes abattues. Cette solution n'a pas paru susceptible à la Commission de résoudre le problème de l'équilibre budgétaire.

La Commission des Finances m'a chargé de vous faire connaître qu'elle estimait indispensable, non seulement pour l'équilibre du budget du présent exercice, mais aussi pour celui des budgets futurs, de renoncer à des mesures partielles pour la solution de problèmes financiers et économiques qui doivent être envisagés dans leur ensemble.

Vous avez bien voulu nous indiquer, au cours d'une audition récente, que vous apercevriez la possibilité d'un plan financier, tant sous la forme d'augmentation de recettes, que sous la forme de compression nouvelle de dépenses. Nous vous serions reconnaissants de préciser vos intentions, et la Commission des Finances serait heureuse, si vous le jugez utile, de vous entendre prochainement à ce sujet.

Mgr Ceretti arrivera à Paris vers la fin du mois de juin

Rome, 6 juin. — Le Vatican dément que Mgr Cerretti ait renoncé à venir à Paris avant le vote du Sénat. Son départ reste fixé à fin juin ou au début de juillet. Le Vatican dément également les bruits relatifs à la démission prochaine du cardinal Gasparri dont l'état de santé est très satisfaisant.

Que toucheront les sinistrés sur le milliard allemand ?

Paris, 6 juin. — Au nom de la Fédération des maires du Nord-Est, M. Marcel Braibant, président de cette Fédération, vient d'adresser à M. Loucheur, ministre des Régions Libérées, une lettre dans laquelle il lui demande quelle part sera faite aux sinistrés des régions dévastées sur le versement d'un milliard de marks que vient d'effectuer l'Allemagne. Les populations de nos départements sinistrés, dit M. Braibant, pensent que leur situation devrait se trouver améliorer par ces ressources nouvelles et la charge des dommages de guerre allégée par les versements allemands.

LES QUOTIDIENNES

CEUX QUI CRIENT ET CEUX QUI TRAVAILLENT

Il y a en France de cinq à six cent mille cheminots. Sur ce nombre, il n'y a pas cent mille syndiqués. Et pourtant, c'est la minorité qui mène le train, si l'ose dire, et qui pour l'opinion et les pouvoirs publics, représente l'ensemble du personnel des chemins de fer.

L'explication de ce phénomène est bien simple : la Fédération, composée, comme vous le savez, à peu près dans les mêmes proportions de communistes et de majoritaires, est virtuellement sous la domination de gens violents qui n'ont pas le droit de parler au nom d'une profession à laquelle, pour la plupart, ils n'appartiennent plus, ayant été exclus des Compagnies. Or, ces « dirigeants » n'ont qu'une ressource pour se maintenir à la tête : faire de la surenchère démagogique et crier fort.

Et, il se passe pour les cheminots la même chose que pour tous les syndiqués qui se laissent conduire par les turbulents : pendant que quelques douzaines de meneurs politiciens palabrent et se chamaillent pour donner au public un avant-goût de la guerre sociale, des milliers et des milliers d'ouvriers honnêtes, paisibles et courageux en « mettent un coup » et sauvent ainsi l'honneur de la corporation.

Les incidents tumultueux de la rue Baudin illustrent de piquante façon, la situation des syndicats socialistes. Les deux tendances, la « modérée » et l'extrémiste, s'y disputent le pouvoir qui change facilement de mains. Et comme avec le pouvoir, il y a la caisse, vous comprenez avec quel acharnement on lutte pour devenir majorité.

Nos bons révolutionnaires ne sont pacifistes que devant l'étranger. Quand il s'agit de se battre entre compatriotes : Vive le son du canon! Pauvre France! combien tu serais divisée, déchirée, si jamais les socialistes devenaient les maîtres!

Mais qu'on se rassure : les quelques agités qui clament la révolution, ne sont pas le pays. Le pays, c'est l'immense majorité des Français qui travaillent en silence.

Les communistes leur donnent actuellement une excellente leçon de bolchevisme pratique, capable d'éloigner à tout jamais du syndicat socialiste tous les citoyens vraiment conscients.

Maurice Auber.

LA PAIX DIFFICILE

LA SITUATION EN HAUTE-SILESIE

La Question d'Orient

Les faits nouveaux qui viennent de se produire en Haute-Silésie montrent qu'il est absolument nécessaire que l'union soit établie là-bas entre Anglais et Français pour qu'il soit mis un terme aux abominables actes de brigandage et de meurtre des rebelles du général allemand Hoefer.

Indépendamment des événements sanglants au cours desquels un de nos officiers a été tué et nos troupes attaquées, il est prouvé que les enrôlements volontaires pour la Silésie supérieure continuent de plus belle.

Les troupes françaises qui opèrent en Silésie supérieure sont prises entre deux feux, les insurgés polonais d'un côté et les rebelles du général Hoefer et l'orgesch qui attaquent constamment nos effectifs. Les Allemands sont dans toute la région puissamment armés.

Le fait d'avoir caché des mitrailleuses dans les maisons pour mieux assassiner nos soldats montre combien la situation est grave.

La situation redevient grave en Haute-Silésie

Paris, 6 juin. — De nouvelles complications surgissent en Haute-Silésie, du fait de l'attitude des Allemands. Les dernières nouvelles officielles reçues à Paris et relatant des événements du 4, annoncent, en effet, que les bandes de l'Orgesch s'opposent à la mise en place des contingents britanniques nouvellement arrivés et destinés à coopérer à l'occupation d'une zone intermédiaire entre insurgés polonais et allemands.

La Commission interalliée a dû intervenir énergiquement. Des émissaires envoyés auprès du général Hoefer n'ont pu réussir à atteindre ce dernier, qui a été averti de la gravité de la situation créée par les troupes placées sous ses ordres et des sanctions qui pourraient être prises si cette attitude était maintenue.

Les Allemands attaquent aussi les Britanniques

Une dépêche d'Oppeln annonce que, poursuivant activement leurs opérations, les troupes allemandes ont contourné les forces britanniques opérant dans la région de Liebnik et les ont attaquées avec un puissant matériel.

Un nouvel incident en pays rhénan

UN SOLDAT AMERICAIN TUÉ A COLOGNE

Mayence, 6 juin. — Suivant la « Gazette de Cologne », deux soldats américains auraient été assaillis à coups de revolver près d'Andernach, par un civil allemand. L'un des Américains aurait été tué sur le coup. Le second, transporté à l'hôpital, y serait mort peu après. On recherche le meurtrier.

EN ORIENT

Les Kémalistes contre la France

HUIT FRANÇAIS AURAIENT ÉTÉ FUSILLÉS

Londres, 6 juin. — Une dépêche d'Athènes que nous donnons sous toutes réserves, au « Daily Telegraph » annonce que huit Français auraient été condamnés à mort et exécutés par les Kémalistes.

Le même journal signale que les Kémalistes auraient détruit les voies ferrées de Cilicie susceptibles d'être utilisées par les Français en cas de reprise des hostilités. Ils auraient ensuite adressé au général Gouraud un ultimatum menaçant de dénoncer l'armistice s'il n'acceptait pas les contre-propositions d'Angora.

Constantinople menacé

L'ANGLETERRE ENVISAGERAIT DE RENONCER A SA NEUTRALITÉ DANS LE CONFLIT ORIENTAL.

Londres, 6 juin. — Selon le « Daily Mail », les milieux britanniques considèrent que la situation précaire des Grecs à Smyrne et l'hostilité déclarée des Kémalistes à l'égard de la Grande-Bretagne, constituent un sérieux danger pour Constantinople. On a envisagé l'abandon par l'Angleterre de sa neutralité, la levée de l'embargo sur les armes et l'abolition de la neutralité du territoire de Constantinople, afin de permettre aux Grecs d'agir en toute liberté contre les Kémalistes.

Cependant on n'entend nullement soutenir les Grecs avec des troupes ou des navires. En tout cas, un accord préalable avec la France est essentiel, ajoute-t-on, en cas d'un changement d'une orientation de la politique anglaise.

Cet accord embrasserait toute la politique des deux Etats, en Europe et ailleurs.

Le Voyage d'inspection de M. Loucheur DANS LE NORD

A DOUAI

VISITE D'ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

M. Loucheur, ministre des Régions libérées, a fait lundi une tournée d'inspection dans les arrondissements de Douai, Valenciennes et Cambrai.

Arrivé dimanche soir à Douai, le ministre a commencé dès 7 h. du matin à visiter les établissements industriels de la ville.

Il était accompagné de MM. Hayez, sénateur; des Rotours, Escofier, René Lefebvre, députés; Naudin, préfet du Nord; de son chef de Cabinet; de M. Borel, chef adjoint du Cabinet, et de M. Mahieu, secrétaire général du Ministère des Travaux publics, etc.

Successivement le ministre s'est rendu aux Forges et Aciéries de Douai où il a passé en revue les différents bâtiments en voie de reconstruction ou déjà achevés. Puis il a passé à l'usine centrale d'électricité et enfin à une ancienne filature dont le matériel a été enlevé ou détruit par les Allemands et qui a été réinstallée comme tréfilerie et fabrique de petit outillage.

A LA CHAMBRE DE COMMERCE

Une courte réception a eu lieu ensuite à la Chambre de commerce, où le Président a exposé un certain nombre de vœux.

Dans sa réponse, M. Loucheur a signalé notamment que les industriels de la région avaient touché 142 millions de dommages de guerre alors que l'ensemble des établissements industriels reconstitués s'élevaient à une somme de plus de 170 millions.

A L'HOTEL DE VILLE

Le ministre et sa suite se sont rendus ensuite à l'Hôtel de Ville où ils ont été reçus par M. Gaudin, maire, et la municipalité.

LES DESIDERATA DU CONSEIL MUNICIPAL

M. Gaudin a indiqué les principaux desiderata du Conseil municipal: construction d'écoles, d'habitations ouvrières, d'égouts, d'abattoirs. Il a signalé également les difficultés d'émission d'un emprunt pour la ville de Douai, et celles qu'éprouve l'administration municipale pour faire face à son budget.

M. Loucheur dit comment pourra se faire l'œuvre de reconstitution de Douai

M. Loucheur a répondu en disant notamment que la ville de Douai dont les dommages immobiliers s'élèvent à 175 millions environ, touchera à partir de cette année 21 millions annuellement.

Pour abréger la période de sept ans qui lui sera nécessaire pour rentrer dans ses frais de reconstitution, la ville pourrait contracter un emprunt qui servira ainsi d'adjuvant aux sommes versées par le Trésor.

Le ministre a alors ajouté: Il restera ensuite à déterminer par où devra commencer l'œuvre de reconstitution. Je désire remettre ce soin aux sinistrés. Un Comité de reconstitution devra être organisé et s'efforcer d'obtenir un règlement à l'amiable de cette question. Il n'est pas possible d'édicter des lois rigides à ce sujet. Si les sinistrés ne peuvent pas s'entendre, il faudra alors avoir recours au tirage au sort, mesure qui respecte l'égalité à laquelle en France nous tenons tant.

M. Loucheur a parlé ensuite des différents projets d'amélioration urbains, notamment des travaux de voiries, pour lesquels 175.000 fr. ont été accordés par son département à la ville de Douai.

Puis il a déclaré en ce qui concerne les maisons ouvrières, que cette question se trouvait posée devant le Parlement, mais qu'en attendant sa solution, il était disposé à faciliter les cessions de dommages qui s'appliquent aux maisons ouvrières. En terminant, M. Loucheur a rendu hommage aux industriels de la région et à l'activité du maire de Douai, en exprimant le vœu que le succès vienne prochainement couronner leur œuvre.

A VALENCIENNES ET DENAIN

Le cortège ministériel s'est rendu ensuite à Valenciennes en passant par Denain où il s'est arrêté pour visiter les travaux de reconstruction de deux établissements métallurgiques très importants; de même qu'à Douai, le ministre a parcouru les chantiers s'intéressant vivement à tous les détails qui lui étaient montrés, et félicitant le personnel des progrès réalisés.

A Valenciennes, une réception a eu lieu à 11 h. 45 à l'Hôtel de Ville où le maire, M. Billiet, et M. Dupont, président de la Chambre de commerce, ont prononcé une allocution.

M. René Lefebvre, député, a dit également quelques mots et a notamment rendu hommage à l'action que le ministre des Régions libérées a accomplie depuis quelques mois qu'il occupe le poste qui lui a été confié.

M. Loucheur a remercié la municipalité et les députés du Nord en termes émus, et a promis de transmettre au Président du Conseil les sentiments d'approbation qui venaient de lui être adressés.

Le but réel de ma visite, a-t-il dit ensuite, est de vous aider à reconstruire les immeubles détruits. Dès maintenant, vous pouvez compter que vous recevrez par an le 1/7 du montant total des dommages immobiliers que vous avez subis. Mais là doit se borner mon intervention. C'est à la cité elle-même de reconstruire. Le ministre a conseillé ensuite, comme à Douai, un emprunt communal de 20 ou 30 millions pour le début de l'année prochaine.

Le Ministre des Régions libérées parle de la main-d'œuvre allemande et des fournitures en nature par l'Allemagne

Puis, abordant la question de la main-d'œuvre allemande qui avait été soulevée :

Je connais, a-t-il dit, les sentiments de nos populations du Nord sur ce point. C'est une pure folie de supposer que dans une ville comme Valenciennes, nous puissions laisser venir 4 ou 5.000 Allemands pour y reconstruire des maisons, car il y aurait de ce fait une promiscuité que nous ne pouvons pas accepter.

Evoquant ensuite le problème des fournitures en nature à faire par l'Allemagne : Je crains, a-t-il dit, que nos industriels, accaparés par les fournitures dans les contrées dévastées, ne se trouvent plus tard devant une Allemagne ayant accaparé tous les marchés du monde. Je supplie donc les industriels de se porter vers leurs marchés ordinaires et non vers ceux qui peuvent s'ouvrir dans les régions libérées. Aucune décision n'est prise en ce qui concerne l'avenir, mais soyez certains que je saurai sauvegarder tous les intérêts légitimes. Toutefois, je ne puis pas prendre l'engagement de ne pas accepter de fournitures de l'Allemagne, qui viendraient apporter un soulagement certain à notre pays.

Le ministre a terminé en indiquant les efforts qu'il tente pour hâter la solution des dommages de guerre et en remerciant la municipalité de son accueil.

A 13 heures a eu lieu un banquet sans caractère officiel.

A CAUDRY

M. Loucheur et sa suite ont quitté Valenciennes en automobile à 14 h. 45 et sont arrivés à 16 h. à Caudry où ils ont été reçus dans le grand préau par le maire, M. Beauvillain, qui a souhaité la bienvenue au ministre, au nom de la municipalité socialiste.

Puis, M. Meayer, président du Conseil d'arrondissement, a exposé la situation particulière des petits industriels et des petits artisans de la région, spécialisés dans la fabrication de la dentelle, du tulle, de la broderie et de la guipure, faisant ressortir que le total des dommages pour les 26 communes du canton de Clary, n'élevaient à 648 millions. Votre nom, M. le Ministre, a-t-il dit, restera attaché à la reconstitution des grandes industries. Je vous demande qu'il demeure également inséparable du relèvement de nos ateliers familiaux qui constituent une industrie véritablement démocratique.

« EN MATIERE DE RECONSTITUTION, IL N'Y A PAS DE POLITIQUE », DIT M. LOUCHEUR.

M. Loucheur a répondu en remerciant le maire de sa bienvenue.

Je sais que votre municipalité est socialiste, dit-il; c'est une raison de plus pour moi, de m'arrêter parmi vous, car je tiens à vous montrer qu'en matière de reconstitution, il n'y a pas de politique. Et nous sommes tous ici, vous comme moi, pour faire œuvre de bons Français.

Puis le ministre a parlé du travail de la Commission cantonale, disant à ce propos:

Nous savons à présent ce que l'Allemagne doit payer et nous sommes ainsi en mesure d'établir un plan d'ensemble pour le relèvement des contrées dévastées. Nous devons donc mettre enfin le plus tôt possible le sinistré en possession de son titre de créance. Il y a quelques mois, avant mon arrivée au ministère, on rendait 47.000 décisions par mois. Aujourd'hui, c'est 95.000 que l'on obtient et je ne serais satisfait que lorsqu'on aura atteint le chiffre de 150.000. Le Parlement vient de prendre, il y a quelques jours, des mesures budgétaires dans ce sens et je continuerai, pour ma part, à prêcher aux commissions cantonales la croisade que j'ai entreprise dans ce but.

Le ministre a pris alors un certain nombre d'engagements tels que : création sans délai de la Commission spéciale d'évaluation réclamée et de la Commission de préconciliation. Il a annoncé également qu'il déposerait prochainement un projet de loi permettant des avances d'argent aux petits artisans, en vue de faciliter la reprise de cette industrie. Je n'oublie pas, a-t-il ajouté, que je suis le petit-fils d'un tisserand à la main et c'est pour moi un motif de plus de m'intéresser au sort de ces excellents travailleurs.

Les déclarations du ministre ont été très favorablement accueillies et soulignées à plusieurs reprises par les applaudissements de l'assemblée.

A CAMBRAI

Le cortège officiel s'est dirigé ensuite sur Cambrai où à l'Hôtel de Ville il fut reçu par le maire M. Garin, celui-ci a prononcé une allocution au cours de laquelle il a exposé la situation de la ville où plus de 900 immeubles ont été détruits par l'incendie volontaire des Allemands, et 4.500 plus ou moins endommagés. Il a fait ressortir que les 9/10 de ces maisons ont déjà été relevées.

M. Dersez, sénateur, faisant un vif éloge de M. Loucheur, lui dit : « Vous êtes un homme de réalisations. Donnez-nous-en aujourd'hui une preuve de plus. »

Le ministre des Régions libérées a répondu aux diverses questions qui lui avaient été posées.

Préconisant les solutions qu'il a envisagées là où c'était possible, il a renouvelé les déclarations faites dans la matinée à Douai, Valenciennes, Caudry, concernant le travail des commissions cantonales, les problèmes de la reconstitution des communes, etc.

Puis il a ajouté :

Vous avez bien fait de me parler des petits commerçants. Mon attention a été plusieurs fois attirée sur eux aujourd'hui. Dès demain, je vais envisager la répartition de crédits à faire pour leur donner une immédiate satisfaction. En ce qui concerne l'agriculture, vous avez parlé de la prime de 200 francs par hectare, la répartition va commencer incessamment. Les crédits étant ouverts, il n'y a plus lieu de redouter un retard dans la répartition de ces primes.

Un dîner a été offert, le soir, par la Chambre de Commerce de Cambrai. M. Loucheur retourne à Douai en automobile, d'où il prendra le train pour rentrer à Paris mardi matin.

M. Barthou réunit les généraux commandants de corps d'armée

Paris, 6 juin. — M. Louis Barthou a offert, ce matin, au Cercle Dominique, un déjeuner auquel étaient convités un certain nombre de généraux commandants de corps d'armée. Y assistaient également le maréchal Pétain, les généraux Buat, Berdoulat, Hergault et Weygand.

Un second déjeuner, qui aura lieu prochainement, réunira les généraux commandants de corps d'armée qui n'ont pu se rendre à Paris aujourd'hui.

LE PRINCE HÉRITIER DU JAPON à Chantilly Compiègne et Pierrefonds

Paris, 6 juin. — Le prince Hirohito a quitté Paris ce matin, en automobile, pour se rendre à Chantilly, où la société Franco-Japonaise lui a offert un déjeuner. Il visitera ensuite les châteaux de Compiègne et de Pierrefonds. Le soir, le prince impérial offrira un dîner à l'ambassade en l'honneur du Président de la République.

Petites Nouvelles

— Le général Morland, commandant l'armée britannique sur le Rhin, vient d'adresser de Cologne à M. Barthou, ministre de la Guerre, un télégramme pour le remercier au nom du roi, des aimables félicitations adressées en son nom et au nom de l'armée française du Rhin, à l'occasion de l'anniversaire de Georges V.

— Le général Mangin est arrivé à Bangui à bord du croiseur « Jules-Michelet. »

— La quantité de papier-monnaie en circulation en Russie soviétique aurait atteint, à la date du 1er avril, la somme de 1.186 milliards roubles.

— Une dépêche de Toulouse annonce qu'un incendie provoqué par la foudre a détruit le Lycée d'Agen. Une pensionnaire a péri dans les flammes.

— L'« Echo des Sports » apprend que l'aviateur italien Loradin a couvert le kilomètre lancé en 15'' 3/10e, soit à une vitesse de 235 kilomètres à l'heure.

— A Mineola, (Long-Island), l'aviatrice, miss Laura Bromwell, a fait une chute mortelle en voulant boucler la boucle.

— A Buenos-Aires, la fédération des ouvriers maritimes a décidé de reprendre le travail. Une bombe a éclaté dans une boulangerie. Il a y un mort. Les dégâts sont sérieux.

— A Mineola, avenue du Maine, Alfred Lallemand, 45 ans, a tiré plusieurs coups de revolver sur Fernand Peel, 37 ans, marchand de vin, et sur un autre individu, dont on ignore l'identité. Le meurtrier s'est ensuite tiré une balle de revolver dans la région du cœur, et est dans un état très grave. Ce drame est attribué à la jalousie.

— Le directeur du « Duesseldorffer Tagblatt » a été condamné à quatre jours de prison et 1.000 marks d'amende pour avoir publié dans son journal, des articles hostiles, mensongers et de nature à compromettre la sécurité des troupes d'occupation.

— La fête nationale du statut a été célébrée dans toute l'Italie au milieu du plus vif enthousiasme des populations. Partout, après les services religieux, les troupes ont défilé et ont été acclamées.

— Le vice-amiral Salaun, ancien chef d'état-major général de la marine, a pris possession du commandement de l'escadre de la Méditerranée, reconstituée avec les cuirassés « Bretagne », « Lorraine », « France », « Jean-Bart », « Provence », et trois escadrilles de torpilleurs. Le pavillon du commandant en chef a été transféré du « Paris » sur la « Bretagne ».

FEDERATION DES UNIONS DE FAMILLES NOMBREUSES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS. — Au cours de son assemblée mensuelle, à laquelle étaient présents MM. Louis Watine, Alfred Thiries, Léon Dazin, l'abbé Lestienne, Dalle, docteur Lemière, etc., le groupe a décidé d'accepter que les départements de la Somme et de l'Aisne soient désormais rattachés à la Fédération.

L'assemblée examina ensuite la question de son adhésion à la Fédération régionaliste, la liquidation des comptes du concours des grandes familles aux armées, la participation de la Fédération à l'exposition nationale de la Maternité et de l'Enfance qui s'ouvrira prochainement à Paris.

M. Louis Watine annonça que le 10 juillet aurait lieu une distribution de 400 médailles de la Famille française. A cette même séance sera distribué le reliquat des primes de la Journée des Mères, dont la distribution a été commencée le dimanche 29 mai au Palais-Rameau.

DERNIÈRE HEURE

L'ALLIANCE FRANCO-BRITANNIQUE

Une campagne de presse en sa faveur en Angleterre

Paris, 6 juin. — Les préoccupations de la presse française sont de nouveau dominées par cette question d'Orient à laquelle les derniers événements ont donné un regain d'actualité. La presse anglaise rouvre le débat à cette occasion sur l'opportunité d'une alliance franco-britannique.

Si nous dégageons les tendances qui se manifestent dans la presse anglaise, une alliance franco-britannique reposerait sur le principe suivant : L'Angleterre contiendrait notre politique en Europe, tandis que la France contiendrait la politique de l'Angleterre dans le reste du monde et particulièrement en Orient.

LES ALLIÉS ET LES ALLEMANDS EN HAUTE-SILÉSIE

Le général Hoefer ne veut pas faire replier ses troupes

Londres, 6 juin. — Suivant une information de source allemande, parvenue à l'agence Reuter, l'ambassadeur d'Allemagne en Angleterre a présenté cet après-midi au Foreign-Office une note relative à la communication de la Commission interalliée d'Oppeln adressée au général Hoefer, le 4 juin dans la soirée, et qui exigeait le repli des troupes de défense allemandes en Haute-Silésie jusqu'à la ligne de Dalina-Leschnitz. Ce repli devait commencer dans les 1 heures faute de quoi les troupes alliées seraient retirées des villes de la région industrielle.

La note allemande déclare que cette menace des Alliés ne saurait être supportée ni par les habitants de la Haute-Silésie ni par le peuple allemand; elle laisserait la population allemande sans défense, à la merci des insurgés polonais et constituerait une grave infraction au traité de paix.

L'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations

Délibérations à Genève

Genève, 6 juin. — Un Congrès international groupant les délégués de toutes les associations du monde, à l'exception de l'Allemagne pour la Société des Nations, s'est ouvert ce matin à Genève, dans le Victoria Hall.

MM. Ador et Schulthess ont prononcé un éloquent plaidoyer en faveur de la Société des Nations. Chaque délégation a pris ensuite la parole. On prévoit un gros débat au sujet de la proposition anglo-italienne tendant à l'admission de l'Allemagne sans délai.

Nous croyons savoir que la délégation française est unanime à penser que l'admission de l'Allemagne doit être subordonnée aux conditions énumérées par l'art. 1 du pacte, c'est-à-dire un minimum de garanties.

LES RÉPARATIONS

Le droit de priorité de la Belgique

Paris, 6 juin. — Une conférence spéciale va se réunir à Paris, en vue de régler la façon dont sera exercé le droit de priorité reconnu à la Belgique sur les versements de l'Allemagne. Il paraît vraisemblable, d'après l'état des négociations préliminaires, que ce droit de priorité portera pour une faible part sur le montant du premier milliard de marks-or payé par l'Allemagne, et que le produit du placement des premières obligations souscrites par l'Allemagne sera réservé à la Belgique.

LE DESARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

Un délai au Reich pour l'adaptation des moteurs de sous-marins à l'industrie

Berlin, 6 juin. — La Conférence des ambassadeurs a adressé, le 4 juin, à l'ambassade d'Allemagne à Paris, une lettre signée par M. Briand, lettre reconnaissant la bonne volonté du gouvernement allemand et accordant une prolongation jusqu'au 30 septembre du délai pour l'adaptation des moteurs Diesel de sous-marins à l'industrie. Seuls seront classés comme matériel de guerre les pièces de ces moteurs qui n'auront pas trouvé place dans des installations industrielles comme immeuble par destination.

La note proteste contre l'exportation de 84 de ces moteurs et se réserve de revenir sur cette question.

Les armes et les munitions en Bavière

Munich, 6 juin. — Le commissaire pour le désarmement civil a lancé une proclamation exigeant pour le 10 juin la livraison des canons et des mitrailleuses des organisations d'auto-protection, et pour le 30 juin celle des armes légères et des munitions tombant sous le coup de la loi sur le désarmement.

Les gardes civiques ont décidé d'exécuter volontairement ces désarmements et d'effectuer, en temps voulu, la livraison entre les mains de la société fidéi-commissaire d'Empire. Les membres des gardes civiques ont été invités à effectuer de suite la livraison à leurs organisations.

UN BATEAU SOMBRE sur une rivière sibérienne

300 PASSAGERS ONT PERI

Helsingfors, 6 juin. — De l'Agence Russunion : En Sibérie, sur l'Obi, s'est perdu, corps et biens, le bateau Sovmarkom. 300 passagers ont péri.

Un accident au boxeur Dempsey

Atlantic City, 6 juin. — Un accident fâcheux, arrivé hier, cause des inquiétudes aux entraîneurs du boxeur Dempsey. Au cours d'un exercice d'entraînement, l'entraîneur de Dempsey a porté à celui-ci un coup qui a rouvert une ancienne blessure reçue à l'œil gauche par le champion. La blessure n'est pas grave; néanmoins le docteur a dû la recoudre et interdire à Dempsey un entraînement avec les gants de boxe pendant au moins quelques jours.

Un faux chèque de 475.000 francs touché dans une banque bruxelloise

Bruxelles, 6 juin. — On a constaté aujourd'hui, dans une banque de la place qu'un faux chèque de 475.000 francs avait été payé. Une enquête est ouverte.

120.000 francs de titres avaient été volés à Lille

Les auteurs du vol sont arrêtés à Paris

Paris, 6 juin. — La police vient d'arrêter une bande de cambrioleurs organisée avec indicateurs, qui avait dérobé plus de 400.000 francs, tant à Paris qu'en province. C'est ainsi que la bande avait dérobé, à Lille, 120.000 francs de titres. Toute la bande a été envoyée au dépôt.

COURTES DÉPÊCHES

— Le colonel House, ancien collaborateur du Président Wilson, a passé 24 heures à Berlin, sans mission officielle, se rendant à Vienne. Il a été l'hôte du commissaire américain Dresel, et s'est entretenu avec des personnalités allemandes, entre autres, M. Rathenau.

— M. André Paisant est parti pour Rome, où il doit conférer avec son collègue du Cabinet italien au sujet de diverses questions intéressant le ravitaillement, et particulièrement l'alimentation en pain.

— Sur mandat de M. Bonin, juge d'instruction, M. Daru, commissaire aux délégations judiciaires, a perquisitionné à nouveau aujourd'hui 14, rue Marignan, au siège de la Société Mennière pour y saisir des documents relatifs à l'affaire Vilgrain. Il est parti ensuite à Nancy, pour se livrer à de nouvelles investigations.

Dernières Nouvelles Régionales

BAILLEUL ET NIEPPE ADOPTÉES PAR LA VILLE DE BRADFORD

Bradford, 6 juin. — La commission des finances de la Mutualité a discuté l'adoption de Bailleul et de Nieppe par la ville de Bradford.

Elle a décidé à l'unanimité de demander au Conseil municipal d'ouvrir un crédit de 4.000 livres sterling pour Bailleul et de 1.000 livres sterling pour Nieppe.

LE LORD-MAIRE DE NEWCASTLE A ARRAS. — Lundi matin, le lord-maire de la ville marraine et quelques personnes de sa suite ont visité Arras et les environs. Ils quittent Arras, mardi matin, pour rentrer à Newcastle.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 6 juin. — Juin, 7.39; juillet, 8.18; août, 8.29; septembre, 8.36; octobre, 8.51; novembre, 8.59; décembre, 8.67; janvier, 8.73; février, 8.77; mars, 8.82; avril, 8.86; mai, 8.88.

Sakellaridis. — Juin, 13.06; juillet, 13.20; août, 13.05; octobre, 14.05; novembre, 14.10; décembre, 14.15; janvier, 14.20; autres mois, inchangés.

Ventes, 3.000; importations, 7.500; américain, baisse, 2; brésilien, baisse, 7; égyptien, inchangé.

New-York, 11 heures. — Juillet, 12.44; octobre, 13.18; décembre, 13.60; janvier, 13.71.